

ACTION URGENTE

LES ATTAQUES VISANT DES JOURNALISTES DOIVENT CESSER

Depuis que Roberto Micheletti a pris le pouvoir, le 28 juin, les professionnels des médias sont pris pour cible au Honduras. Depuis le 23 septembre, le directeur d'une station de radio dit avoir été menacé et un photographe de presse a été enlevé et torturé. Le 26 septembre, Roberto Micheletti a pris un décret qui autorise la fermeture de journaux et de diffuseurs si ceux-ci « insultent les fonctionnaires ». Une station de radio et une chaîne de télévision ont déjà été interdites d'antenne.

Le décret PCM-M-016-2009 permet la fermeture des journaux ou diffuseurs qui « insultent [...] les fonctionnaires de l'État » ou « portent atteinte à la paix et à l'ordre public ».

Le 28 septembre à 5 h 20, des militaires et des policiers sont arrivés dans les locaux de Radio Globo, dans la capitale, Tegucigalpa. Ils ont ordonné au personnel qui se trouvait à l'intérieur de sortir, puis ont fait sauter le verrou de la porte d'un coup de feu. Certains des journalistes ont sauté par les fenêtres pour s'enfuir ; l'un d'eux s'est cassé le bras. Une fois dans le bâtiment, les membres des forces de sécurité ont saisi tout le matériel de la station et détruit d'autres objets. Les journalistes de Radio Globo se trouvant dehors ont déclaré que ces agents les avaient photographiés et harcelés. D'autres professionnels des médias qui étaient présents ont été arrêtés et battus. Le même jour, les forces de sécurité ont fermé la chaîne de télévision Canal 36.

Alors qu'il allait couvrir les événements survenus à Radio Globo et Canal 36, le photographe Delmer Membreño, qui travaille pour *El Libertador*, a été forcé à monter à bord d'un pick-up de couleur rouge par quatre hommes portant des passe-montagnes qui lui ont placé une cagoule sur la tête et ont démarré. Au bout d'une heure et demie environ, ils se sont arrêtés, l'ont traîné hors du véhicule et lui ont braqué un pistolet sur la tête. L'un d'eux a crié : « Enlevez-lui la cagoule parce que je veux voir ses yeux quand vous le tuerez. » Un autre a répondu : « Non, ne le tue pas, mieux vaut le laisser en vie pour qu'il fasse savoir au directeur [d'El Libertador, Johnny Lagos] qu'on le traitera encore plus mal. » Ensuite, les ravisseurs de Delmer Membreño l'ont roué de coups et lui ont brûlé le visage et le torse avec des cigarettes, puis ils l'ont abandonné dans une banlieue de Tegucigalpa. Le 30 septembre, il a reçu chez lui un appel téléphonique d'un homme qui a juste dit : « Sales chiens ! »

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- priez instamment Roberto Micheletti d'abroger immédiatement le décret PCM-M-016-2009 dans son intégralité ;
- exhortez-le à donner publiquement pour instructions à la police et à l'armée de respecter les engagements internationaux en matière de droits humains et de ne pas tenir compte des dispositions de ce décret ;
- demandez que les autorités *de facto* permettent aux professionnels des médias de faire leur travail sans être la cible d'attaques, de menaces et de manœuvres d'intimidation.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 13 NOVEMBRE 2009 À :

Chef du gouvernement de facto :

Sr Roberto Micheletti

Casa Presidencial

Boulevard Juan Pablo Segundo

Palacio José Cecilio del Valle

Tegucigalpa, Honduras

Fax : +504 239 32 98 (ce numéro

n'est peut-être pas fiable ; veuillez

envoyer vos appels par courrier

également)

Formule d'appel : *Señor Micheletti, /*

Monsieur Micheletti,

Copies à :

Comité por la Libre Expresión (C-Libre)

Colonia Rubén Darío,

Calle Palermo, casa No. 2244B

Tegucigalpa

Honduras

Fax : +504 239 82 46

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LES ATTAQUES VISANT DES JOURNALISTES DOIVENT CESSER

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le président démocratiquement élu, José Manuel Zelaya Rosales, a été chassé du pouvoir le 28 juin par un groupe de responsables politiques soutenus par l'armée et emmenés par Roberto Micheletti, alors président du Congrès national. Le pays est en proie à des troubles de grande ampleur depuis lors, et de nombreux affrontements ont opposé l'armée et la police à des citoyens qui manifestaient. Selon des sources locales, au moins sept personnes seraient mortes dans des circonstances peu claires depuis le 28 juin.

En outre, des journalistes travaillant en dehors de la capitale ont été la cible de manœuvres d'intimidation. Le 23 septembre, un correspondant et trois autres employés de Radio El Progreso, une station qui émet depuis le nord-ouest du pays, ont reçu un SMS de menaces sur leur téléphone mobile. Le contenu de ce message était : « *Les fils de Micheletti à El Progreso offrent un demi-million [de lempiras – l'équivalent d'environ 18 000 euros] pour la tête du père Melo, Rene J.* » Le lendemain, des membres du personnel de Radio El Progreso ont vu six hommes rôder autour des locaux de la station. Lorsque des employés sont sortis pour leur parler, ils ont pris la fuite à bord d'un minibus. Dans la matinée du 25 septembre, lorsque le père Melo a quitté les locaux de Radio El Progreso, il a remarqué une voiture rouge garée à proximité dont le moteur tournait. Il a attendu dix minutes avant de monter dans sa propre voiture. Le véhicule rouge l'a suivi à une distance d'environ 50 mètres pendant sept pâtés de maison avant que le père Melo ne tourne. Par ailleurs, des graffitis contenant des slogans tels que « *Dehors le curé* » sont apparus à divers endroits de la ville ces dernières semaines.

AU 263/09, AMR 37/007/2009, 2 octobre 2009

